

3 IWL37 PAR 0368 ECF F ZMI 131103-20h34 w0647

cap-gov-all-jur,PREV

Japon: Les patrons européens fustigent les handicaps à l'investissement (PAPIER D'ANGLE)

Par Ursula HYZY et François LACOMBE

TOKYO, 13 nov (AFP) - Les sociétés européennes implantées au Japon ont appelé jeudi l'Archipel à créer un environnement économique favorable aux investissements directs étrangers.

"Le Japon a maintenant plus que jamais besoin d'investissements étrangers" alors que son industrie continue de délocaliser sa production", a remarqué le vice-président de l'European Business Community (EBC), organisation de lobbying des Chambres de commerce européennes du Japon, Duco Delgorgue.

"Les entrées annuelles d'investissements directs au Japon, si on les compare au PIB, représentent à peine un pour cent de la richesse nationale alors qu'elles sont de l'ordre de 20% pour les membres de l'OCDE", a déploré l'EBC dans son Livre blanc sur le climat des affaires dans l'Archipel.

"L'investissement étranger n'atteindra jamais les niveaux que l'on connaît dans les autres pays industrialisés tant que le gouvernement japonais ne fera pas un peu plus d'efforts pour créer un environnement qui contribue au développement de nouvelles entreprises", a averti M. Delgorgue en présentant ce document annuel à un parterre d'hommes d'affaires et d'une vingtaine d'ambassadeurs.

"Les choses ont empiré dans certains domaines", a-t-il lancé, citant la décision d'augmenter de près de 5% les tarifs d'interconnexion appliqués aux nouveaux opérateurs de télécommunications souhaitant accéder aux réseaux de Nippon Telegraph and Telephone Corp. (NTT).

Cinq sociétés de télécommunications, dont les groupes britanniques Vodafone et Cable and Wireless, avaient engagé en juillet des poursuites judiciaires contre Tokyo pour protester. M. Delgorgue a également évoqué la décision d'introduire un impôt sur les sociétés fondé sur la taille du capital et d'autres critères plutôt que le bénéfice.

"De tels impôts découragent l'investissement direct étranger" en alourdissant la charge de sociétés qui, peu après leur installation, ne réalisent pas encore de bénéfices et dont la société mère aura probablement des difficultés à faire reconnaître en Europe un abattement fiscal sur cet impôt.

Dans le secteur de l'assurance, la concurrence est distordue par l'existence des services d'assurance via de la poste (Kampo), a rappelé la représentante du secteur de l'assurance à l'EBC, Saskia Goedhart, d'ING Life Insurance. L'EBC s'est dit favorable au projet du Premier ministre Junichiro Koizumi de privatiser Kampo.

Dans le secteur aérien, la réglementation japonaise des tarifs et de la distribution manque de flexibilité et pénalise les compagnies européennes, a souligné le directeur général d'Autrian Airlines au Japon, Georg Illichmann.

"Les transporteurs européens luttent aussi pour obtenir davantage de créneaux de décollage et d'atterrissage à l'aéroport de Tokyo-Narita, qui est de surcroît le plus cher du monde en termes d'utilisation et de coûts d'exploitation", a-t-il expliqué.

L'aéroport international de Tokyo-Narita impose une taxe de 2.400 yens (environ 19 euros) par tonne, l'équivalent de 7.755 dollars par gros porteur 747, soit 14,9 fois celle de l'aéroport de Heathrow à Londres, selon l'INTA (International Air Transport Association).

La distribution dans l'archipel est un secteur à fort potentiel mais demeure "complexe et opaque en ce qui concerne par exemple les appels d'offres, les coûts fonciers et les coûts d'acquisition, et en raison du rôle prépondérant joué par les pouvoirs publics locaux", a estimé un responsable du groupe français Carrefour au Japon.

"La réglementation sur les ouvertures de magasins est contraignante: il s'écoule en moyenne trois ans entre le moment où l'on identifie un site d'implantation et le jour de l'ouverture du magasin", a-t-il ajouté.

uh-fl/agr/az